



SPECIAL ELECTIONS 2017

SOMMAIRE

- 1) Taisez vous !
- 2) La campagne présidentielle est lamentable selon...
- 3) Il a toutes les chances de gagner
- 4) Il "voterait plutôt Mélenchon »
- 5) Ils appellent à voter pour lui...
- 6) Pour elle "c'est moche"
- 7) Il se le paye...
- 8) Fillon nous intoxique
- 10) Un paysage politique en ruine

BONNE LECTURE

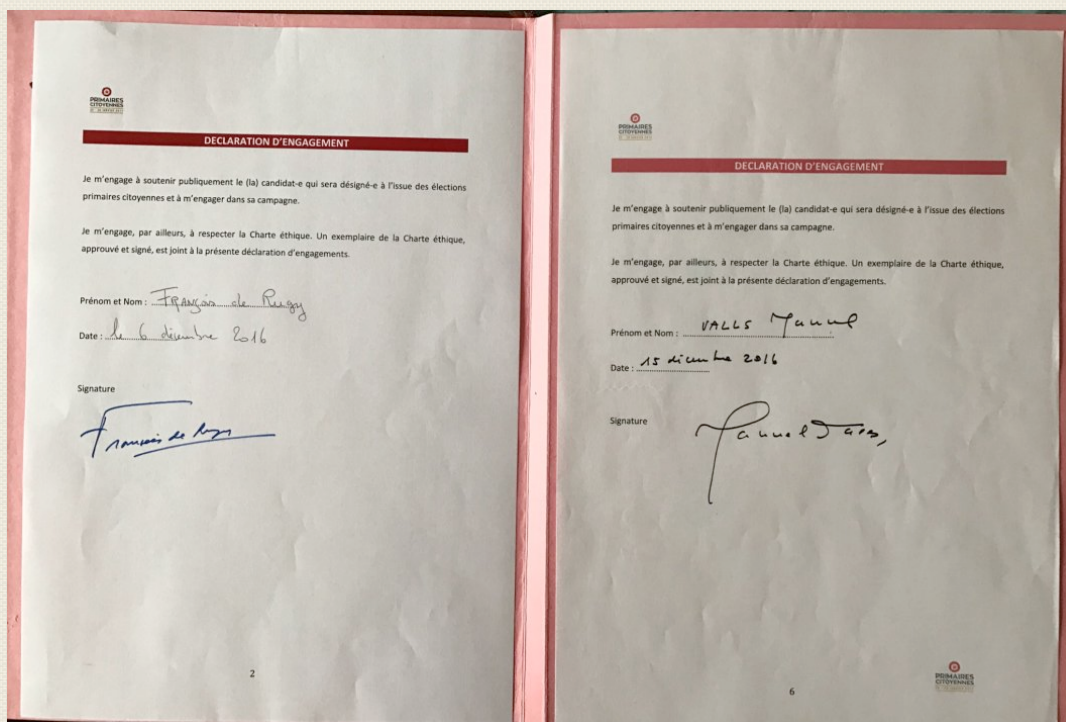
DATE

25/03/2017

LA PRESSE EN REVUE.EU

I) Refus de soutien à Benoît Hamon: "Monsieur Valls, respectez les règles et taisez-vous"

RMC



Dans un tweet publié ce lundi, Flore Santisteban, ancienne secrétaire générale de la Haute autorité du PS, a dénoncé le fait que "les règles de la primaire" soient "bafouées" et qu'il n'y ait "aucune sanction de prise par la Haute autorité". Un coup de gueule qui vise particulièrement Manuel Valls, coupable de ne pas soutenir Benoît Hamon dans la campagne présidentielle.

Flore Santisteban, ancienne secrétaire générale de la Haute autorité d'Ethique du PS lors de la primaire à gauche:

"Avant tout, je tiens à préciser que j'ai été recrutée à la Haute autorité essentiellement parce que je n'avais pas d'engagement partisan. Je m'exprime en qualité de juriste, je ne fais pas de politique. Ensuite, je crois opportun de préciser qu'il s'agit de ma première expression publique depuis le second tour de la primaire. Jusqu'alors, je me suis astreinte à une stricte obligation de réserve mais, là, je considère que la situation est difficilement tenable et qu'elle doit être dénoncée. C'est pour quoi j'ai rédigé ce tweet.



Flore Santisteban @fsantisteban
Règles de la primaires bafouées une à une. Aucune action de la @hauteautorite .. aucune démission collec-

"Je ne suis pas la seule à dénoncer la situation"

Il faut aussi souligner qu'il n'est pas question pour moi de juger le choix des militants ou même des cadres socialistes de rejoindre Emmanuel Macron. Ce n'est pas la question. La question est bien celle de l'engagement librement souscrit par les candidats eux-mêmes et la loyauté qu'ils apportent à leur propre parole. J'ai démissionné de mon poste de secrétaire générale de la Haute autorité. Depuis, cinq autres membres en ont fait de même. Eux aussi ne se satisfont pas de la tournure que prennent les événements et la dénoncent avec force dans le cadre de leur engagement au sein de la Haute autorité.

J'ai démissionné parce que je déplorais que tous les candidats ne respectent pas les règles posées au cours de la campagne. Je pense en particulier au contrôle des comptes de campagne. Pour préciser ma pensée, le Conseil national du PS a donné mandat le 6 octobre 2016, au Comité national d'organisation (CNOP) de fixer un plafond pour les dépenses de campagne mais ce plafond n'a en réalité jamais été fixé. Aujourd'hui, il est donc impossible de les contrôler. En clair, imaginons que le plafond soit fixé à 1,5 million d'euros, s'il a été largement dépassé, on ne peut pas le contrôler.

"Ils trahissent la volonté des deux millions d'électeurs"

Je ne me satisfaisais pas de ça et j'ai donc considéré que, une fois ma mission achevée, je n'avais plus rien à faire au sein de la Haute autorité. La situation est éthiquement condamnable car la déclaration signée par les candidats était très claire: ils s'engageaient à soutenir publiquement le candidat désigné à l'issue de la primaire et, le plus important, à s'engager dans sa campagne. Or ce n'est pas le cas. J'ai reçu des centaines de messages de militants qui sont écœurés depuis le second tour de la primaire, qui déplorent l'attitude de M. de Rugy et le refus de M. Valls de s'engager dans la campagne du candidat régulièrement investi par le parti auquel il appartient. A mon sens, cela revient à confisquer le verdict des urnes, à bafouer les règles élémentaires de la vie démocratique, dont le respect de la parole librement donnée. Ils trahissent la volonté des deux millions d'électeurs qui se sont déplacés pour voter et de tous les bénévoles qui se sont mobilisés deux dimanche de suite pour tenir les bureaux de vote.

La conséquence de cela est de plonger les électeurs dans un profond désarroi. Un désarroi qui aura pour seule issue, et c'est dramatique de le reconnaître ; de favoriser l'abstention ou le vote frontiste. C'est le sens de mon message: j'en appelle à un sursaut éthique de la Haute autorité et des candidats à la primaire. A défaut d'une démission collégiale, la mission de la Haute autorité est de rappeler les candidats à leurs engagements et

de défendre sans relâche la volonté des électeurs. C'est leur mission. Ils sont là pour cela.

"A quoi ça sert d'organiser des primaires si c'est pour ne pas respecter leur volonté?"

Je ne comprends pas pourquoi personne ne s'exprime depuis le refus de M. Valls de parrainer M. Hamon. Car la Haute autorité peut agir. En effet, elle peut demander un renvoi devant la Commission nationale des conflits, au moins pour Manuel Valls. François de Rugy n'étant pas socialiste, il n'est, lui, pas soumis aux règles statutaires du Parti socialiste. Mais il est tout à fait possible pour la Haute autorité d'émettre un avis dénonçant l'attitude de M. Valls et le renvoyant en Commission nationale des conflits. Je ne m'explique pas pourquoi, il n'y a toujours pas d'avis, de communiqué ou une recommandation éthique.

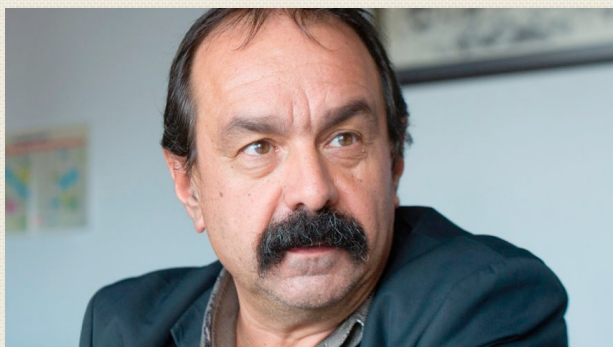
A quoi cela sert-il d'organiser des primaires, d'en appeler aux électeurs, si c'est in fine on ne respecte pas leur volonté ? Je ne me l'explique pas. Je suis sans doute trop naïve ou trop idéaliste mais a minima, j'attends de Manuel Valls qu'il s'astreigne au silence dans cette campagne. Qu'il ne soit pas le porte-parole de Benoît Hamon, je peux le comprendre. Mais de là à ce qu'il l'attaque publiquement, à ce qu'il le dénigre dans le Journal du Dimanche le jour de son premier grand meeting de campagne, je ne me l'explique pas... J'ai envie de dire : 'Monsieur Valls, respectez les règles et taisez-vous!'"

Propos recueillis par Maxime Ricard



II) Le patron de la CGT Philippe Martinez juge la campagne électorale "lamentable"

Le patron de la CGT Philippe Martinez juge la campagne électorale "lamentable"



Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT © Maxppp -

Interrogé mercredi matin sur France Bleu Loire Océan, le secrétaire général de la CGT a vivement critiqué la campagne électorale qui se déroule actuellement en France, il dénonce le "décalage" entre le quotidien des Français et "ceux qui dirigent".

Invité de France Bleu Loire Océan ce mercredi matin, le secrétaire général de la CGT a eu des mots très durs contre les candidats à l'élection présidentielle. Lorsque le journaliste Bertrand Pidence lui demande quel regard il porte sur la campagne, Philippe Martinez répond : "consternant et lamentable".

Décalage entre les citoyens et les dirigeants

Le patron de la centrale syndicale constate un décalage entre "le vécu des citoyens et ceux qui dirigent ou prétendent diriger le pays" et il se refuse à soutenir tel ou tel candidat. Philippe Martinez observe en revanche comment les différents candidats parlent du travail, des salaires et du pouvoir d'achat, il rappelle que le rôle de la CGT n'est pas d'être "une force d'appoint mais d'imposer des propositions dans la campagne".

Philippe Martinez sera ce jeudi à Cordemais pour le congrès départemental de fédération CGT de Loire-Atlantique.

francebleu.fr



III) Pourquoi Mélenchon a toutes ses chances de gagner l'élection présidentielle?

Par Filip Mediapart Blog : Blog Mediapart de

On entend régulièrement des voix, peu importe leur camp politique, s'exclamer de l'impossibilité du candidat de la France Insoumise de remporter l'élection présidentielle. La tendance est au défaitisme, au déclinisme. Pourtant, bon nombre de camarades, citoyens et moi-même sommes dans une logique victorieuse car nous croyons cette campagne unique en son genre, oui, victorieuse.



Défilé pour la VIème République le 18 mars 2017. De gauche à droite, Alexis Corbière, Zoé Konstantopoulou, Chantal Mouffe, Jean-Luc Mélenchon, Sarah Soilihi, Pierre Laurent, Clémentine Autain, Liêm Hoang-Ngoc et Raquel Garrido © Twitter

La "sondocratie" a prouvé qu'elle perdait de son influence sur le choix de vote des électeurs, en témoigne le vote américain aussi bien pour Trump que pour Bernie Sanders, ou encore la primaire de la droite ou du PS dans notre pays. Des résultats totalement contraires aux "prévisions" des instituts de sondages bienveillants montrent enfin les limites d'un système qui ne sait plus comment se préserver de la colère populaire qui semble se déchaîner crescendo contre lui.

Dans cette perspective, contrairement à l'idée communément admise par la plupart des médias ou voir même par certains intellectuels progressistes, il est possible d'admettre que **le bulletin de vote Jean-Luc Mélenchon est tout à fait capable d'être en mesure de se qualifier pour le second tour et remporter l'élection présidentielle.**

Alors avant de développer, je précise ici la prudence avec laquelle j'écris ces lignes puisque nous sommes dans une campagne électorale extrêmement changeante et instable. Je dirais même que comme prévu, rien ne s'est passé et rien ne se passera comme prévu. Qui aurait pu prédire la situation dans laquelle on est il y a de cela un an? Personne.

Ou alors qu'on me montre celui qui avait fait un pronostic avec Fillon vainqueur de la primaire de la droite (empêtré dans des scandales jusqu'au cou), Macron candidat hors-parti (soutenu par des protagonistes de la droite comme du PS), Hamon vainqueur de la primaire du PS avec Jadot de EELV qui se désiste pour lui en échange de sièges, et Le Pen qui n'a pas une si grande dynamique que ça derrière elle (sauf dans les médias) puisque elle aussi a des problèmes avec la justice et fait une campagne assez molle. (Attention: je sais pertinemment que Le Pen a un potentiel électoral très fort et que son niveau électoral est légitimement inquiétant, je ne le nie pas, mais sa campagne ce n'est pas la folie attendue, je m'en explique plus loin)

I. L'imposture d'une alliance gagnante à gauche qui n'est en vérité qu'une alliance perdante

L'atmosphère qui règne majoritairement dans le paysage médiatico-politique aujourd'hui est celui d'une défaite quasiment certaine de "la gauche" le 23 avril prochain. C'est vrai, pourquoi faire campagne si l'on est assuré de notre défaite? Je me le demande bien. Après tout, ce ne sont pas les 10 milliardaires possédant 90% des médias dans ce pays qui vont tout faire pour encourager le progressisme afin qu'il arrive au pouvoir.

Alors quelle est la raison de cette défaite selon eux? La division. Mon dieu, la division! Si Mélenchon et Hamon ne s'allient pas (même si leur programme ne sont pas compatibles sur la question fondamentale de la construction européenne, et d'autres aspects encore), la gauche va perdre à coup sûr. Et c'est malheureusement un discours que l'on retrouve également chez bon nombre de responsables politiques de gauche allant du PS au PCF. **Pourquoi cette théorie de la "division destructrice" n'est-elle en réalité que son contraire, la "cohérence fédératrice"?**

Ce que je nomme "cohérence fédératrice" est le moteur de la campagne de la France Insoumise et son candidat Jean-Luc Mélenchon. **Ce qui fait de cette campagne, une campagne unique et porteuse d'espoir, c'est sa cohérence.**

Le programme de la France Insoumise est un programme qui ne s'adresse pas qu'aux gens "de gauche" mais à l'ensemble de la population de ce pays. Il en appelle à la raison de chacun, par-delà le clivage idéologique classique. Peut-on continuer avec le nucléaire? avec la 5ème République? le changement climatique? etc. etc. Le programme pose des questions rationnelles et y répond de façon rationnelle, c'est ce qui donne cette cohérence à la campagne. Peut-on rester sur le modèle européen actuel pour répondre aux urgences écologiques, sociales et démocratiques? Non. Que doit-on faire? Renégocier les traités pour permettre de répondre à ces urgences.

Je ne prends pas cet exemple au hasard puisque justement la question européenne est le sujet FONDAMENTAL de la discorde entre Hamon et Mélenchon. L'un pense pouvoir faire quelque chose avec l'Europe actuelle (comme Hollande et

on a vu ce que ça a donné), l'autre pense le contraire et souhaite en changer. Je respecte le point de vue de M. Hamon mais qu'on ne vienne pas me dire que c'est juste un détail du programme, non! L'Avenir en Commun n'est pas réalisable sans revenir sur la construction européenne. Point final.

Alors que doit-on faire? 130 000 personnes étaient réunies pour la 6ème République samedi dernier, presque 300 000 personnes appuient la candidature de Jean-Luc Mélenchon, des millions d'autres sont prêts à voter pour celui-ci, et tous sont convaincus par cette cohérence. Le programme a fédéré et fédère encore énormément de monde autour de problématiques et de solutions rationnelles. Donc voici que M. Hamon a gagné la primaire du PS (dont les réels résultats sont encore attendus à ce jour) et que nous devons absolument nous allier avec lui sous peine...de mourir et de laisser champ libre à l'extrême-droite. S'allier avec M. Hamon fera peut-être plaisir aux quelques électeurs socialistes qui restent dans ce pays, mais enlèvera toute cette cohérence programmatique autour de laquelle des millions de personnes (dont des électeurs socialistes déçus) se sont retrouvés jusqu'à aujourd'hui. **Mélenchon, l'insoumis qui veut réellement changer les choses se retrouve allié à Hamon, l'ancien ministre de Hollande qui veut abroger la loi El Kohmri avec...Myriam El Kohmri comme députée!** Non ce n'est pas sérieux. Les gens ne sont plus dupes, quiconque est, ne serait-ce qu'un peu sur le terrain, constatera que le mot d'ordre général c'est: "Plus jamais PS!"

Enfin bon, tout ça se résume en une phrase. **Aucun candidat n'est propriétaire de son électorat** et une élection ne marche donc pas en additionnant deux pourcentages du genre "15% +15%=30%, génial on a gagné les élections!"

Tout ça n'est pas sérieux et on le sait. Je finis sur cette alliance miraculeuse sans parler de Jadot qui s'est désisté pour Hamon en échange de sièges par-ci par-là. Bizarre que personne ne leur demande quels ont été les accords effectués sur le programme...

II. Un ras-le-bol général de la caste représentée par Fillon et Macron (et Hamon, héritier de Hollande bien sûr)

Bien, maintenant que nous sommes débarrassés de cette question de "l'alliance de gauche" qui est pour moi tranchée catégoriquement, voyons dans quelle ambiance politique se trouve nos concitoyens.

Nous sommes aujourd'hui dans une ère politique que beaucoup d'entre nous s'accordent à qualifier de "dégagiste", c'est-à-dire qu'il y a un mouvement populaire très fort qui ne se nomme pas lui-même et qui consiste à vouloir faire dégager tous ceux qui sont responsables de la situation actuelle et qui ont tous gouverné pendant des années sans rien changer et même en empirant les choses. De Sarkozy à Hollande, tous ceux qui ont participé de près ou de loin à la mascarade du "changement" dans ces deux gouvernements respectifs sont disqualifiés aux yeux du plus grand nombre. Il ne faut pas avoir peur de les citer:

- Emmanuel Macron, ministre de l'économie sous Hollande, ex-banquier chez Rothschild qui a sous-évalué son patrimoine, auteur de la Loi Macron et défenseur de la loi El Kohmri

- Benoît Hamon, ministre de Hollande pendant plus d'un an, n'a pas voté contre les budgets d'austérité, a déclaré qu'il "assure à Hollande le flanc gauche [du PS] qui évite que certains électeurs se tournent vers Mélenchon"

- François Fillon, premier ministre sous l'ère Sarkozy, dont je passe les détails que vous connaissez déjà

Pour ce qui est de Benoît Hamon et François Fillon, je n'ai pas à revenir dessus. En revanche j'y vais peut-être un peu fort en déclarant que Macron est disqualifié c'est vrai. Les sondages n'étant pas fiables, nul ne sait si les gens tomberont dans le panneau du candidat "en marche". Beaucoup ne seront pas dupes j'en suis persuadé, espérons-le...

III. Une Le Pen qui fait une campagne molle et qui permet à certains de se tourner vers nous

plutôt qu'elle

Le troisième et dernier point sur lequel je vais venir va peut-être en étonner certains mais je trouve que l'on n'attire pas assez l'attention sur celle qui est unanimement déclarée qualifiée d'office pour le second tour. Madame Le Pen.

Je le répète encore une fois, le FN n'a jamais été aussi haut électoralement, jamais aussi proche du pouvoir, je veux le préciser et qu'on ne vienne pas dire que je sous-estime la menace, j'en suis conscient. Pourtant je constate que la campagne électorale frontiste n'est pas très dynamique. On le constate d'abord dans les meetings, qui ne font pas très sensation, le dernier ayant réuni 3000 personnes. Mais je ne vais pas accentuer ce point puisque l'on sait que l'électorat frontiste est un électorat qui n'aime pas à se montrer et se cache, j'en suis d'accord. Mais on constate cette faible dynamique sur les réseaux sociaux avant tout, haut lieu de l'anonymat qui permet aux électeurs favorables à Le Pen de se montrer sans gêne.

La campagne de la France Insoumise a incontestablement surclassé celle du FN ce qui est nouveau dans le paysage numérique. Tandis que Philippot et Le Pen se ridiculisent eux-mêmes sur leur chaîne YouTube, Jean-Luc Mélenchon fait un carton incontestable sur Facebook, Twitter et YouTube avec des vidéos pouvant atteindre plusieurs millions de vues. Un bon nombre de jeunes ou moins jeunes considérant jusqu'ici le FN comme le seul parti soi-disant antisystème se rendent compte de la supercherie et découvrent une autre véritable force antisystème qu'est la France Insoumise avec Jean-Luc Mélenchon.

Je vois deux raisons à cette campagne que je qualifie de "molle" du Front National. La première étant le sentiment chez eux qu'ils ont gagné d'avance et que leur victoire est assurée, en témoignent les médias qui relaient leurs sujets et thématiques en quasi-permanence. La seconde étant évidemment le profil bas de certains alors que des affaires judiciaires éclaboussent également le Front National. Alors quoi que l'on puisse penser, **force est de constater que le FN ne domine pas partout et cela aussi joue en notre**

faveur.

En résumé, la cohérence fédératrice, la vague "dégagiste" et la supercherie en partie démasquée du FN me semblent un climat politique plus que favorable à l'élection du dernier président de la Vème République. Quoi que l'on pense de cette analyse, le mot d'ordre de la fin de cet article est clair:

AUX URNES CITOYENS!

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.

mediapart.fr

IV) Pour reconstruire la gauche, Chevènement "vote-rait plutôt Mélenchon", mais...

L'ancien ministre de l'Intérieur a confié au micro d'Europe 1 qu'il trouvait du "talent" au leader de la France insoumise, bien qu'il ne soit pas d'accord avec son programme.

INTERVIEW

Jean-Pierre Chevènement, invité à s'exprimer jeudi, au micro d'Europe 1, sur le candidat susceptible d'obtenir son bulletin de vote à la présidentielle, a dit son admiration pour Jean-Luc Mélenchon. Le président de la Fondation pour l'islam de France trouve en effet "du talent" au candidat de la France insoumise, mais l'estime cependant trop clivant pour pouvoir occuper la fonction suprême.

Un candidat pas assez rassembleur. "Il y a ceux qui veulent privilégier la reconstruction de la gauche. Si je me plaçais dans cette perspective, je voterais plutôt Mélenchon, bien que je ne sois pas d'accord avec lui, sur la VIe République ou la fin du nucléaire, mais je trouve qu'il a du talent", a confié Jean-Pierre Chevènement. "Si je me plaçais du point de vue de l'intérêt de la France, naturel-

lement, je ne voterais pas pour Jean-Luc Mélenchon qui a adopté une posture purement tribunitienne - je lui reproche amicalement -, j'aurais aimé qu'il adopte une posture rassembleuse", a-t-il cependant nuancé aussitôt.

"La purge" proposée par Fillon. Jean-Pierre Chevènement a aussi formulé plusieurs critiques à l'égard de François Fillon. "Je critique le programme de François Fillon sur deux points. Son programme économique : je ne crois pas à une purge aussi sévère que celle qu'il prévoit, je ne suis pas sûr qu'elle puisse marcher dans un environnement économique qui ne serait peut-être pas aussi propice", souligne le souverainiste, avant d'ajouter : "Je pense que c'est une erreur de désigner comme adversaire l'islam, ou même le totalitarisme islamique, il faudrait qu'il dise 'islamiste' ou, mieux, 'le terrorisme djihadiste' qui est notre véritable adversaire. Il faut cibler mieux pour isoler l'adversaire si on veut pouvoir réduire un jour le terrorisme".

"**Un gouvernement des juges**". Le fondateur du Mouvement républicain et citoyen (MRC), qui avait pris début mars la défense du Sarthois dans les colonnes de L'Express, pour dénoncer le calendrier judiciaire, a également tenu à redire son agacement devant la multiplication des polémiques qui masquent, selon lui, le débat d'idées. "Je m'émeus depuis au moins vingt ans d'une dérive qui est la judiciarisation de l'espace public, qui est la lente montée vers ce que l'on a appelé un gouvernement des juges", estime le souverainiste. "Aujourd'hui, le concubinage du pouvoir judiciaire et du pouvoir médiatique, la violation permanente du secret de l'instruction, fait qu'il n'y a plus de débats sur le fond, sur les intérêts du pays".

L'"ambivalence" de Macron. Egalement invité à s'exprimer sur Emmanuel Macron, grand favori des sondages, l'ancien candidat à la présidentielle n'a pas manqué d'émettre quelques réserves sur le projet et les capacités à gouverner de celui qui se veut "ni de gauche, ni de droite". "Emmanuel Macron est un homme intelligent, un homme séduisant qui a su tracer son chemin", estime Jean-Pierre Chevènement, pour qui le fondateur d'En

marche ! a "bénéficié de l'effondrement du parti du gouvernement - le parti socialiste coupé en trois moignons -, et puis de la droite". "Il faut voir ce qu'il propose, moi je suis partisan d'un gouvernement de salut public", ajoute Jean-Pierre Chevènement. "Emmanuel Macron peut signifier le début d'un certain dédagisme [...] il n'est pas sûr qu'il ait une majorité au mois de juin s'il est élu président. Donc il y a une certaine ambivalence chez Emmanuel Macron", conclut-il.

Par R.Da.

europe1.fr



V) Une vingtaine d'anciens cadres du PS appellent à voter Mélenchon



M. Mélenchon (Parti de gauche) a annoncé en février qu'il proposait sa candidature à la présidentielle mais « hors cadre de parti ». | Joël Le Gall - Ouest France

Une vingtaine d'anciens cadres du PS appelle à voter en 2017 pour Jean-Luc Mélenchon, le « candidat de la raison », dans Libération mercredi.

Une vingtaine d'anciens cadres du PS, dont Liêm Hoang-Ngoc, à l'origine du parti La Nouvelle Gauche Socialiste (NGS), appelle à voter en 2017 pour Jean-Luc Mélenchon, le « **candidat de la raison** », dans Libération mercredi.

« Nous apportons notre soutien à la proposition de candidature faite par Jean-Luc Mélenchon, la mieux placée pour incarner, auprès de ceux qui souffrent, la France insoumise à l'ordre établi », écrivent les signataires, pour l'essentiel d'anciens cadres des bureaux fédéraux départementaux du Parti socialiste.

Les signataires, tous peu connus, indiquent d'autre part qu'ils ne participeront pas à la primaire de toute la gauche, en tractations actuellement, et que refuse d'ores et déjà Jean-Luc Mélenchon.

M. Mélenchon (Parti de gauche) a annoncé en février qu'il proposait sa candidature à la présidentielle mais « hors cadre de parti ».

Un candidat « hors-système »

« Seule une candidature « hors système », c'est-à-dire dépassant les frontières et jeux des « appareils » existants, est de nature à enclencher une nouvelle dynamique populaire susceptible d'atteindre à un score proche ou égal au seuil de qualification pour le second tour » de la présidentielle, relèvent les signataires.

Liêm Hoang-Ngoc, ancien député européen socialiste, a lancé en juin de l'année dernière la « Nouvelle gauche socialiste » pour « rassembler les socialistes désorientés par la politique menée par le gouvernement ». Jean-Luc Mélenchon s'était rendu en octobre au lancement officiel du parti.

ouest-france.fr



Photo François Destoc)

Le ralliement de Jean-Yves Le Drian à Emmanuel Macron fait réagir. Sur Twitter, Marylise Lebranchu, députée PS de Morlaix et ancienne collègue du ministre de la Défense au sein du gouvernement, a fait part de son mécontentement : "Le ministre de la Défense annonce son départ chez Macron le jour où Benoît Hamon parle aux armées. C'est moche", a-t-elle écrit.

A Strasbourg, le candidat PS à la présidentielle doit, en effet, présenter ses propositions sur la politique nationale de Défense.

"Un projet de gauche, ce n'est pas un projet de droite"

En janvier, Marylise Lebranchu s'était déjà refusée à suivre la **visite en Bretagne** du fondateur du mouvement En Marche !. "Un projet de gauche, ce n'est pas un projet de droite : elle est là, la richesse de notre démocratie. Dommage qu'un membre du cabinet puis des gouvernements de François Hollande ait choisi cette voie au lieu de mettre sa popularité au service d'une avancée de la gauche du XXIe siècle", avait-elle indiqué sur sa page Facebook.



Marylise Lebranchu @mlebranchu
Le ministre de la défense annonce son départ chez Macron le jour où Benoit Hamon parle aux armées. C'est

VI) Le Drian-Macron. "C'est moche" selon Lebranchu

[letelegramme.fr](https://www.letelegramme.fr)

Le Télégramme

VII) "Opportunisme cynique ou immaturité politique": Cazeneuve se paye Macron



Bernard Cazeneuve estime qu'Emmanuel Macron pratique un "opportu-

Le Premier ministre a attaqué Emmanuel Macron, ce dimanche, alors qu'il était en déplacement à Jarnac, pour rendre hommage à François Mitterrand.

Il est des symboles avec lesquels on ne plaisante pas. Surtout quand on se revendique de gauche, et qu'on est de surcroît un Premier ministre socialiste. 21 ans jour pour jour après la mort de François Mitterrand, Bernard Cazeneuve a ce dimanche, comme beaucoup de ses homologues, tenu à rendre hommage à l'ancien président de la République en allant sur ses terres, à Jarnac, où il repose.

Avant lui, c'est Arnaud Montebourg, dès ce samedi, qui était revenu sur son admiration pour l'ancien chef de l'Etat: "Je ne me situe pas par rapport aux autres, mais Mitterrand, pour moi, c'est mon enfance, mon grand père habitait dans son canton de Château-Chinon. Son inspiration m'est indispensable", avait-il déclaré. Plus tôt ce dimanche, c'est le prédécesseur de Bernard Cazeneuve à Matignon, Manuel Valls, qui s'est présenté comme l'héritier de François Mitterrand, alors en meeting ce dimanche à Liévin.

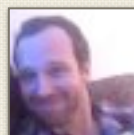
Mais il y en a un autre, vendredi, qui a revendiqué l'héritage de Mitterrand: **Emmanuel Macron. En meeting à Nevers**, l'ancien ministre de l'Econo-

mie et candidat à la présidentielle de 2017 avait déclaré: "Cette terre est chargée d'histoire, chargée de politique au sens noble du terme. C'est bien sûr une terre mitterrannique, c'est aussi la terre de Bérégovoy", rapportait RTL.

Une petite phrase assassine

Une revendication qui ne passe pas, aux yeux du Premier ministre, qui n'a pas hésité à critiquer farouchement la position affichée par son ancien collègue du gouvernement. Il a ainsi rappelé que François Mitterrand admettait en son temps "que les partis de gauche puissent évoluer, mais pas au point de théoriser le 'ni droite, ni gauche' qu'il considérait comme un ailleurs improbable. À moins qu'il ne fût la manifestation d'un opportunisme cynique dans des circonstances particulières ou d'une confondante immaturité".

"C'est une belle valeur que la fidélité... comme la loyauté d'ailleurs", a-t-il souligné au passage, dans une nouvelle allusion à peine voilée à la défection d'Emmanuel Macron du président François Hollande.



Cyril Graziani@cyrilgraziani

À Jarnac @BCazeneuve vient de sévèrement cogner sur @EmmanuelMacron "ni droite ni gauche? Opportunisme cynique ou immaturité politique" #boum

Alexandra Milhat



VIII) François Fillon dans "l'Emission politique" : les in-toux du candidat de la droite



François Fillon lors de l'Emission politique de France 2, jeudi 23 mars 2017. ((THOMAS SAMSON / AFP))

François Fillon a pris des libertés avec la vérité, lors de "l'Emission politique" sur France 2.



Paul Laubacher

François Fillon, le candidat de la vérité ? Plus vraiment. Le candidat de la droite était l'invité de l'Emission politique sur France 2, ce jeudi 23 mars. Il a affirmé avoir rendus les costumes offerts par son ami Robert Bourgi, a "mis en cause" François Hollande, a fait face à Christine Angot... mais François Fillon a aussi pris des libertés avec la vérité.

La déchéance de nationalité, une mesure du Front populaire ? Faux

François Fillon a assuré que la déchéance de nationalité était une mesure déjà mise en place par le Front populaire, en 1938. Un argument qui est repris également par des sites du FN et par des membres du parti d'extrême droite, comme Bruno Gollnisch.

Une loi a bien été prise en ce sens le 12 novembre

1938 (que l'on peut lire aussi ici). Sauf que... Léon Blum, à la tête d'une majorité de Front populaire, était président du Conseil des ministres une première fois du 4 juin 1936 au 29 juin 1937 et une seconde fois du 13 mars au 10 avril 1938. Or le texte de loi date du... 12 novembre 1938.

C'est Edouard Daladier, membre du parti radical, qui était alors président du Conseil.

Ce que font les forces armées allemandes au Sahel

Interrogé sur la présence au Sahel, l'ex-premier ministre affirme que la France "ne peut plus être le gendarme du monde".

"Il faudrait que nous soyons épaulés par d'autres pays européens", explique-t-il, fustigeant la présence seulement "logistique" de l'Allemagne au Sahel. "Il faut que l'Allemagne engage ses forces dans les combats", ajoute-t-il, assurant que les soldats allemands font de la formation. C'est erroné.

L'Allemagne a significativement renforcé sa présence militaire au Mali, au point d'être devenue l'une des nations phares de la Minusma, explique ce papier de France 24, publié le 26 février 2017. A la grande satisfaction de la France. L'armée allemande y envoie "quatre hélicoptères de combat Tigre qui participeront à des missions de reconnaissance, au côté de blindés légers et drones allemands", explique l'article.

La disparition de Jeanne d'Arc des livres d'histoire

François Fillon affirme que Jeanne d'Arc a disparu des manuels d'histoire lorsqu'ils ont été réécrits.

"On avait réécrit les programmes, parce que lourds, mais il y avait cette vision d'ensemble. Ils ont été repris par madame le nouveau ministre de l'Education nationale, en supprimant des époques et des personnages. On a supprimé Jeanne d'Arc par exemple."

Ce n'est pas tout à fait vrai. Jeanne d'Arc n'est plus nommée dans le programme d'Histoire du cours élémentaire de deuxième année (CE2) et du cours moyen, comme c'était le cas jusqu'en 2012. Mais elle est évoquée en classe de cinquième lors d'un cours sur le thème "Société, Eglise et pouvoir politique dans l'Occident féodal", comme le mentionne le ministère de l'Éducation sur son site.

Et comme le souligne la rubrique Désintox de "Libération", ce n'est pas la première fois que François Fillon déclare ceci. Par ailleurs, Clovis est toujours au programme de CM1 et Voltaire et Rousseau sont étudiés en quatrième dans le thème des Lumières.

Le cabinet noir de l'Elysée ? "Le seul qui y croit, c'est Fillon"

Un démenti en direct. François Fillon s'est appuyé un livre, "Bienvenue Place Beauvau, Police : les secrets inavouables d'un quinquennat" (Robert Laffont), pour démontrer l'existence d'un "cabinet noir" à l'Elysée. Selon l'ex-Premier ministre, "on cherchait un cabinet noir, on l'a trouvé, en tout cas, à travers ces allégations" du livre.

Est-il exact que les auteurs ont écrit que "François Hollande fait remonter toutes les écoutes judiciaires qui l'intéresse" à l'Elysée ? "Pas du tout. On n'a jamais écrit ça", répond le journaliste Didier Hassoux interrogé par France Info.

"Je vais vous lire le haut de la page 24 (...) ou le bas de la page 23: 'Le retour aux affaires des chiraquiens nourrit bien évidemment le soupçon sarkozyste de l'existence d'un cabinet noir. Il n'est pas possible d'en apporter la preuve formelle comme il n'est pas possible de prouver le contraire'"

Pour le journaliste : "La seule personne qui croit qu'il y a un cabinet noir à l'Elysée c'est François Fillon. Il y croit tellement que le 24 juin 2014 (...) il est allé voir Jean-Pierre Jouyet, qui est le numéro 2 de l'Elysée, pour lui demander d'activer ce cabinet noir. Ce cabinet noir n'existe pas".



Paul Laubacher

nouvelobs.com

IX) René Dosière attaque Marine Le Pen sur son micro-parti Jeanne, elle le traite de "voyou"

Invité sur RMC ce jeudi pour commenter la publication des déclarations de patrimoine des 11 candidats à l'élection présidentielle par la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique, René Dosière, député socialiste, a vivement attaqué Marine Le Pen.

<http://rmc.bfmtv.com/emission/marine-le-pen-croule-sous-l-argent-public-par-le-biais-de-son->

La Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique a publié ce mercredi soir **les déclarations de patrimoine** des 11 candidats à l'élection présidentielle. "Cette transparence" est une bonne chose selon René Dosière, député PS de l'Aisne et auteur de "Argent, morale et politique" (éditions du Seuil) car "cela permet aux journalistes qui veulent aller plus loin de pouvoir le faire". Et de prendre pour exemple la déclaration de **Marine Le Pen**, qui a réévalué légèrement la valeur de son patrimoine, notamment ses parts dans les propriétés familiales de Saint-Cloud et de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine).

Un patrimoine, partagé avec son père Jean-Marie Le Pen, qui fait l'objet d'une enquête préliminaire au Parquet national financier pour "sous-évaluation" et d'une procédure de conciliation avec l'administration fiscale qui conteste aussi son évaluation. Et pour René Dosière, grâce à cette déclaration de patrimoine, "on s'aperçoit que Marine Le Pen, qui se plaint d'avoir des difficultés de financement a quand même eu deux prêts de près

de 6 millions d'euros de la part de Cotelec, le micro-parti de son père. C'est quand même pas mal pour commencer **la campagne présidentielle**".

"Et en plus elle croule sous l'argent public qu'elle est en train de récupérer par le biais de son micro-parti, Jeanne, ajoute l'élus socialiste dans Bourdin Direct sur RMC. Ça c'est la prochaine affaire dont on parlera sûrement beaucoup quand ça sera soulevé. C'est un scandale épouvantable. C'est un vol de l'argent des contribuables tout à fait considérable. Cela porte sur des dizaines de millions d'euros". Invitée de Jean-Jacques Bourdin sur RMC et BFMTV quelques instants après, Marine Le Pen a réagi: "Ce matin sur RMC, M. Dosière m'a diffamée gravement. **Il a eu un comportement de voyou!**"

Maxime Ricard avec Jean-Jacques Bourdin

X) Vu de l'étranger. Affaire Le Roux : "Une nouvelle bombe dans un paysage politique en ruine"

Courrier international - Paris



Bruno Le Roux le 22 mars 2017 à Paris. PHOTO CHRISTIAN HARTMANN / REUTERS

Bruno Le Roux a été contraint de démissionner de son poste de ministre de l'Intérieur,

mardi 21 mars, en raison de l'ouverture d'une enquête à son encontre. Une nouvelle affaire politique française qui désespère la presse étrangère.

C'est un nouveau scandale dont la politique française se serait bien passée. Après les révélations de l'émission Quotidien, lundi 20 mars, sur l'emploi de ses filles comme assistantes parlementaires lorsqu'il était député, le parquet national financier a ouvert une enquête visant Bruno Le Roux, qui a démissionné de son poste de ministre de l'Intérieur dans la foulée.

"À trente jours du premier tour, la démission de Le Roux est une nouvelle 'bombe' pour la présidence Hollande et pour un paysage politique national en ruine", estime ABC. Et le quotidien espagnol de rappeler qu'on parle là d'une "pratique légale en France, moralement douteuse, qui dans le cas de François Fillon s'est transformée en un fabuleux scandale national".

Les Français sous le choc

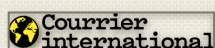
Pour Il Fatto Quotidiano, "la France vit au rythme des scandales judiciaires", alors que les soupçons contre François Fillon se multiplient et que Marine Le Pen est elle aussi empêtrée dans des dé mêlés judiciaires. Un mauvais signe pour la campagne politique en cours, juge le quotidien italien : "Les affaires Fillon, qui n'en finissent pas, ainsi que la nouvelle affaire Le Roux, choquent les Français, auxquels on demande de se serrer la ceinture tandis que la classe politique baigne dans les privilèges."

Un autre grand journal italien, La Repubblica, compare la situation française actuelle au gigantesque scandale de corruption survenu en 1992 en Italie et qui a eu pour conséquences la fin d'une génération politique et des partis sur lesquels elle s'appuyait :

Il y a quelques jours encore, il était à l'aéroport d'Orly après l'attaque contre les militaires. Le ministre Bruno Le Roux est le dernier scandale en date dans cette campagne électorale qui, avec de

nouvelles révélations de poids [parues dans 'Le Canard enchaîné' du 22 mars] sur l'argent touché par François Fillon et sur ses liens avec Vladimir Poutine, est en train de se transformer en une sorte de scandale Mains propres à la française."

Bruno Le Roux a été remplacé par Matthias Fekl, jusqu'ici secrétaire d'État au Commerce extérieur et "homme politique franco-allemand né à Francfort", souligne l'hebdomadaire Die Zeit outre-Rhin.



A Suivre...
La Presse en Revue.eu